

Attentat de Nice : des failles de sécurité et un mensonge

écrit par Christine Tasin | 21 juillet 2016



Sur la promenade des Anglais, le 14 juillet, peu avant l'attentat. Des policiers municipaux (avec les chasubles jaunes) sont positionnés au croisement avec le boulevard Gambetta, qui marque le début de la zone rendue piétonne – le front de mer est à gauche de l'image. Photo DR

Cet article de Libération relaie un certain nombre de critiques et les questions posées sur *Résistance républicaine* depuis le 14 juillet.

Attentat de Nice : des failles de sécurité et un mensonge

Par [Grégoire Biseau](#) , [Sylvain Mouillard, \(à Nice\)](#) , [Willy Le Devin](#) et [Ismaël Halissat, \(à Nice\)](#) – 20 juillet 2016 à 21:21

Contrairement à ce qu'a affirmé le ministère de l'Intérieur, l'entrée du périmètre piéton de la promenade des Anglais n'était pas protégée par la police nationale le 14 juillet au soir. Ce manque de transparence entame la confiance dans l'exécutif.

▪

Attentat de Nice : des failles de sécurité et un mensonge

C'était il y a une semaine. Au volant d'un véhicule de 19 tonnes, Mohamed Lahouaiej Bouhlel fonce dans la foule réunie sur la promenade des Anglais, à Nice, pour les festivités du 14 Juillet. Il laisse derrière lui 84 morts, plus de 200 blessés, et des milliers de personnes traumatisées. Très vite pourtant, la polémique entre

responsables politiques démarre, notamment sur les conditions de sécurité le soir du drame. Selon les éléments recueillis par *Libération*, la communication du gouvernement a, au minimum, travesti la réalité.

LIRE AUSSI NOTRE ÉDITORIAL [Bernard Cazeneuve devra s'expliquer](#)

Quel était le dispositif officiellement prévu ?

Immédiatement après la tuerie, Christian Estrosi, ex-maire de Nice et actuel patron du conseil régional, a mis en cause la responsabilité du gouvernement : *«J'aimerais comprendre comment ce camion a pu rentrer dans la zone piétonne ?»* s'est-il interrogé, faisant comme s'il ignorait la réponse. Très vite, la question prend une tournure polémique. La mairie de Nice et le gouvernement se renvoyant la balle sur leurs responsabilités réciproques. La première accusant le second de ne pas avoir pris la mesure de l'événement en mobilisant un nombre réduit de policiers nationaux. Le second accusant Estrosi d'être parfaitement au courant du dispositif puisque les services de la mairie ont été étroitement associés aux différentes réunions préparatoires avec la préfecture. Pour tenter de mettre fin à la polémique, cette dernière détaille, dans un communiqué du 16 juillet, le dispositif spécialement pensé pour ce 14 Juillet : *«La mission périmétrique était confiée pour les points les plus sensibles à des équipages de la police nationale, renforcés d'équipages de la police municipale. C'était le cas notamment du point d'entrée du camion, avec une interdiction d'accès matérialisée par le positionnement de véhicules bloquant l'accès à la chaussée. Le camion a forcé le passage en montant sur le trottoir.»* Et de préciser que ce dispositif a été mis en place pour la première fois.

A croire le communiqué, le début de la zone piétonne de la promenade des Anglais, qui commençait à l'angle avec le boulevard Gambetta, devait donc être barré par des voitures de la police nationale, pour empêcher un éventuel passage en force. C'est ce même scénario que détaille, samedi 16 juillet, Bernard Cazeneuve, le ministre de l'intérieur, sur le perron de l'Élysée, à la sortie d'un conseil de défense restreint. *«La police nationale était présente et très présente sur la promenade des Anglais»*, déclare-t-il, avant de préciser que *«des véhicules de police rendaient impossible le franchissement de la promenade des Anglais»*. Et d'assurer que c'est *«par les trottoirs et de façon très violente»* que le camion a réussi à s'engager sur la voie piétonne.



Quatre jours plus tard, mardi soir à l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat sur le rétablissement de l'état d'urgence, Manuel Valls a catégoriquement refusé toute faille des services de l'Etat : *«Je ne laisserai jamais dire qu'il y a des failles là où il n'y en a pas ! Je n'accepterai jamais les propos honteux qui*

insinuent que tout cela aurait pu être évité, car dire cela, c'est discréditer nos forces de sécurité qui se battent chaque jour et qui obtiennent des résultats.» Jusqu'à mercredi 20 juillet, donc, pour le gouvernement, le dispositif de sécurité du 14 Juillet, mis en place de concert avec la municipalité de Nice, n'était sujet ni à débat, ni à questions. Pendant la séance des questions d'actualités, mercredi, le Premier ministre a esquivé la question de Rudy Salles, député UDI des Alpes-Maritimes, et adjoint au maire de Nice, Philippe Pradal, qui s'interrogeait sur l'absence de policiers «*lourdement armés*» à l'entrée de la zone piétonne. Valls s'est contenté de répondre sur les critiques de Christian Estrosi relatives à une faible présence de policiers nationaux : «*Nous tenons le tableau récapitulatif des présences de policiers nationaux sur le terrain à la disposition de la justice*» (1). Et de déclarer, solennel : «*Le pays a besoin de vérité, de tout savoir.*»

Quelle protection policière en réalité ?

Contrairement à la version avancée au plus haut sommet de l'Etat, le dispositif policier sur la promenade des Anglais ce 14 juillet au soir était en réalité bien plus léger. De nombreux témoignages recueillis par *Libération* en attestent, ainsi que des photographies, que nous avons pu consulter, prises quelques minutes avant l'entrée du camion conduit par Mohamed Lahouiaej Bouhlel sur la partie piétonne de la Promenade. Celle-ci débute à l'angle du boulevard Gambetta, à une dizaine de mètres du High Club, une boîte de nuit qui sera reconvertie en hôpital improvisé dans la nuit. Sur le cliché que nous publions en une, seuls deux agents de la police municipale sont alors placés au milieu de la chaussée. Vêtus de chasubles jaunes, ils évoluent dans un trafic encore dense et s'assurent qu'aucun véhicule ne pénètre dans la zone piétonne. Les six voies dévolues à la circulation automobile sont coupées par des barrières métalliques et des plots rectangulaires rouge et blanc. C'est également la version d'un témoin présent sur les lieux le soir du drame, qui confirme n'avoir vu que des agents de la ville.

Nulle trace, dans ce périmètre très précis, d'effectifs de la police nationale. Et pour cause, ceux-ci ont été relevés aux alentours de 20 h 30 par leurs collègues municipaux. Il n'y a donc aucune voiture de police nationale susceptible de barrer la chaussée, comme l'assurait la préfecture. Mais une source policière qui a pu visionner les images de la vidéosurveillance assure à *Libération* qu'un seul véhicule de police, celui des agents municipaux, se trouvait au milieu de la chaussée, côté mer. Sans pour autant être en mesure de bloquer le passage. Au moment où Lahouaiej Bouhlel contourne le barrage de Gambetta en montant sur le trottoir, poursuivant ainsi son carnage, les premiers hommes de la police nationale sont placés au cœur de

la zone piétonne, à 370 mètres plus à l'est, près de l'hôtel Westminster. Deux voitures sont garées dans le sens de la circulation sur le bas-côté.

Comment expliquer l'absence de la police nationale ?

Le dispositif de sécurité pour les festivités du 14 Juillet a été préparé lors de trois réunions, les 28 juin, 7 et 8 juillet. Présidée par la préfecture des Alpes-Maritimes, la première envisage des mesures renforcées. «*Il avait été demandé à la ville de Nice de sécuriser la manifestation par un barrièrage avec filtration du public (palpations, ouvertures de sacs)*», peut-on lire dans le compte rendu de la réunion suivante, rédigé par la préfecture. **Mais ce 7 juillet, la piste d'une fouille du public (près de 30 000 personnes sont attendues) est abandonnée en raison des effectifs de forces de l'ordre «contraints».** La réunion établit alors les rôles de chacun. La police nationale doit se concentrer au cœur de la zone piétonne, là où il y a les concerts. C'est ce qu'indique le compte rendu de la préfecture du 7 juillet.

Le lendemain, les derniers détails sont fixés. Il est demandé à la police municipale de fournir 42 agents de terrain, soit 16 de plus qu'en 2015. Ces derniers, placés sous l'autorité du préfet, doivent se positionner à partir de 20 h 30 sur une vingtaine de points d'accès, et notamment à l'entrée de la zone piétonne. Au niveau du boulevard Gambetta, **leurs missions sont d'assurer la «déviation des automobilistes et la fluidification du trafic»**, selon la note de service de la mairie de Nice. En clair, le dispositif constaté est exactement celui qui avait été prévu. **Mais pas du tout celui décrit a posteriori par la Place Beauvau et la préfecture. Puisque ces derniers assuraient qu'il y avait une présence de la police nationale à l'entrée de la zone piétonne.**

Est-ce qu'un dispositif de sécurité renforcé aurait changé les choses ?

Impossible de répondre. Selon nos informations, l'alerte sur la présence d'un camion fou sur la promenade des Anglais est donnée par un équipage de la police municipale aux alentours de 22 h 33. Ces agents, qui n'étaient pas affectés au dispositif de sécurité spécifique au 14 Juillet, sont en pleine intervention près du Centre universitaire méditerranéen quand ils aperçoivent un camion circuler à grande vitesse sur le trottoir de la promenade des Anglais. Lahouaiej Bouhlef a déjà commencé son carnage quelques centaines de mètres plus à l'ouest, près de la rue Lenval. Roulant à près de 90 km/h, il laisse derrière lui de très nombreuses victimes.

L'alerte est donnée sur les ondes radio, mais au moment où les policiers municipaux

positionnés à la barrière Gambetta la reçoivent, le chauffard est quasiment sur eux. Ils n'ont pas le temps de faire usage de leur revolver de type 38 spécial, un six coups de calibre 7,65 millimètres, de toute façon inefficace contre un 19 tonnes lancé à pleine vitesse. *«Pour endiguer la course d'un tel véhicule, les collègues auraient seulement pu essayer de tirer à travers une vitre latérale. Mais il faut être rapide et précis. Nos armes ne permettent pas de traverser le pare-brise ou de crever les pneus»*, explique Yves Bergerat, policier municipal à Nice. Il faudra attendre quelques dizaines de secondes plus tard les premiers tirs au Sig-Sauer 9 millimètres des policiers nationaux, alors postés devant l'hôtel Westminster et qui courent en direction de l'hôtel Negresco, pour que la course du camion commence à être entravée. Elle finit quelques mètres plus loin devant le palais de la Méditerranée.

http://www.liberation.fr/france/2016/07/20/attentat-de-nice-des-failles-de-securite-et-un-mensonge_1467531